

# Déportés, internés résistants : dissolution en débat

23/03/2012 05:38

Le comité national a programmé sa dissolution en 2013. Dans la Vienne, les adhérents veulent continuer leur travail de mémoire auprès des jeunes.



Jean Amand,  
Louis-Charles Morillon, Xavier Verger, Nicole Pignon.

L'avenir de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP) est au cœur des débats des fédérations départementales. La FDDIRP 86 ne pouvait manquer de se pencher sur cette question lors de la tenue de son congrès, dimanche matin dans la salle Jean-Ferrat à Migné-Auxances.

Compte-tenu du vieillissement de ses membres et des disparitions des anciens combattants, le comité national a programmé, lors de l'assemblée générale de 2011, sa dissolution en 2013. Mais la décision laisse planer des incertitudes.

## Une motion à l'inspection académique

Comme le rappelle Georges Guillemaut, représentant du bureau national, la dissolution sera soumise au vote de l'AG de 2013 et devra être adoptée à la majorité des deux tiers, ce qui n'est pas encore acquis, surtout si les délégations départementales se mobilisent, comme il le préconise, pour assurer un rajeunissement du comité.

Parmi la trentaine de participants à la réunion, des inquiétudes émergent quant à l'avenir de la publication de la FNDIRP, " Le patriote résistant ", et à la liquidation de ses biens immobiliers. Les interrogations portent également sur la possibilité, pour les fédérations départementales, de poursuivre leurs activités en faveur de la mémoire de la déportation, en restant identifiables dans la continuité de leur engagement au sein de la fédération nationale. Rappelant les interventions de la FDDIRP au cours des cérémonies commémoratives, dans les jurys de concours de la Résistance, ou dans la presse, Louis-Charles Morillon, président de séance, souligne l'urgence de conserver cette visibilité et de poursuivre ce travail de mémoire

auprès des jeunes. « *Cette année, le concours national de la Résistance a mobilisé 50 % de candidats en moins dans la Vienne. Or, on constate que le ministère de l'Education nationale a diminué le nombre d'heures d'enseignement de l'histoire en première et en terminale, que les programmes de troisième " évoqueront " la Résistance sans l'étudier vraiment, et que les professeurs se voient chargés de nouvelles tâches sans rapport avec l'enseignement de l'histoire* ».

L'assemblée présente adopte le principe d'une motion à présenter à l'Inspection académique pour la défense de la culture générale et de l'enseignement de l'histoire.

Avant le dépôt de gerbe au monument aux morts, les membres sortants du comité national sont reconduits ainsi que les membres du comité départemental.

**Le Congrès national qui se tiendra à Nantes les 30-31 mai, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin sera décisif pour le renouvellement du comité exécutif national et l'avenir de la fédération nationale.**